

LES JEUNES GISCARDIENS

Article extrait de la revue *Recherches contemporaines*, n° 6, 2000-2001

François AUDIGIER

Le mouvement des Jeunes Républicains indépendants (JRI), fondé par Bernard Lehideux et son aîné Bernard Jarrier, apparut en octobre 1966. Le projet de rassembler les jeunes libéraux proches de Valéry Giscard d'Estaing remontait en fait à mai 1966, quelques mois après que le dirigeant des Républicains indépendants (RI) eut quitté le gouvernement. Ainsi, au moment même où l'ancien ministre de l'Économie et des Finances commençait à prendre ouvertement ses distances avec le régime du Général, ses cadets marquaient eux aussi leur différence avec leur homologue gaulliste, l'Union des Jeunes pour le progrès. Cette coïncidence symbolisait les relations étroites qui allaient vite s'établir entre les jeunes et le responsable des RI. Cheval-légers du giscardisme, les JRI devaient relayer les initiatives de Giscard d'Estaing et faire écho à sa démarche d'indépendance critique¹.

Lancement et développement des JRI (1966-1968).

Le lancement du mouvement cadet s'inscrivait dans un contexte politique particulier, celui de la structuration et de la modernisation du parti RI, et de la promotion personnelle de son leader, Valéry Giscard d'Estaing.

A la suite des élections présidentielles de 1965 où ils s'étaient contentés de jouer les figurants, les RI avaient décidé d'oublier leur traditionnelle réticence à

1. François Audigier, *Les Jeunes Républicains indépendants de 1967 à 1974 ou une tentative d'instrumentalisation politique de la jeunesse*, DEA d'histoire (Dir. S. Berstein), IEP Paris, 1994, 178 p. Notre travail reposait essentiellement sur des sources orales (interview d'anciens responsables JRI : Philippe Augier, Daniel Bréfort, Denys Brunel, Dominique Bussereau, Hugues Dewavrin, Bernard Lehideux, Marc Mercier, Pierre Simonet, Yves Verwaerde, etc...) ainsi que sur la consultation des journaux RI, *France moderne* et *Réponses*.

l'encontre des organisations rigides et disciplinées pour transformer leur formation en un véritable parti moderne, structuré, actif et militant¹. Le début de l'année 1966 vit ainsi la création de la FNRI, constituée autour de fédérations régionales. Les clubs Perspectives et Réalités, chargés d'attirer au courant giscardien un nouvel électorat de cadres, apparurent au printemps et l'automne vit le lancement d'un mouvement satellite destiné à la jeunesse, les JRI. L'apparition de ces derniers témoignait donc d'un large processus de structuration politique des indépendants, leur leader se donnait les moyens pratiques de ses ambitions présidentielles.

L'idée de lancer un mouvement de cadets giscardiens semblait d'autant plus fondée que le personnage de Giscard d'Estaing fascinait alors une partie de la jeunesse française. Son image d'expert dynamique et brillant séduisait nombre de jeunes que le général de Gaulle, auréolé d'une Résistance qu'ils n'avaient pas connue, laissait indifférents. Ce phénomène générationnel, où une classe d'âge se reconnaissait dans un leader, fut habilement utilisé par les RI. Ceux-ci multipliaient dans leurs textes les appels au renouvellement et à la modernisation comme autant de clin d'œil. Les JRI devaient légitimer cette opération de promotion en démontrant que les nouvelles générations soutenaient bien Giscard d'Estaing.

Des considérations de marketing politique animaient également les initiateurs de l'opération JRI. En politique, l'appui de la jeunesse confère toujours au parti ou à l'individu qui s'en réclame, une image de dynamisme et d'ouverture. Un atout d'autant plus recherché par les RI que ces héritiers des modérés de la IIIe République, souvent perçus comme des vieux notables conservateurs, devaient se rajeunir. Si leur leader, au style sportif et décontracté, constituait le premier élément de cette stratégie de renouvellement, cette dernière trouvait son accomplissement avec les JRI, représentants par excellence de cette France du "baby boom" et de la croissance que les giscardiens entendaient à la fois séduire et incarner.

Il ne manquait plus qu'un responsable cadet, capable par son dynamisme et son sens politique, de tirer profit de ce contexte favorable.

Fort d'une riche expérience militante en dépit de son jeune âge, Bernard Lehideux fut cet organisateur. Archétype du jeune giscardien comme aimeront à le représenter plus tard les caricaturistes, Lehideux était né le 23 septembre 1944 à Paris dans un milieu aisé. Son père, fondé de pouvoir, l'inscrit au collège Saint-Jean-de-Passy, puis au lycée Stanislas qu'il quitta après le baccalauréat pour la Faculté de droit de l'Institut catholique de Paris. Farouchement anti-communiste depuis qu'il s'était pris de sympathie pour les réfugiés hongrois de 1956, il avait adhéré aux Jeunesses européennes fédéralistes (JEF), convaincu que la

1. Jean-Claude Colliard, *Les Républicains indépendants. Valéry Giscard d'Estaing*, PUF, 1971, 325 p. (les JRI sont évoqués en annexe).

construction européenne constituerait le meilleur rempart contre l'emprise de Moscou. Présidées par Roger Chinaud, les JEF apprirent à Lehideux (ainsi qu'à Bernard Jarrier) les rudiments du militantisme cadet.

Tout en fréquentant encore le lycée, Lehideux milita également en faveur de l'Algérie française. Opposé à ce qu'il concevait comme autant d'abandons progressifs et de manquements à la parole donnée, il rejoignit le Front national pour l'Algérie Française (FNAF). Cette hostilité à de Gaulle devait d'ailleurs motiver en grande partie son adhésion ultérieure aux indépendants, comme beaucoup de JRI. Le règlement de la question algérienne coïncida avec la fin de ses études secondaires. A l'Institut catholique de Paris, Lehideux prolongea son engagement politique en militant dans le syndicalisme étudiant. Il entra dans l'UNEF "majo", où il participa à toutes les tentatives de noyautage des bastions de gauche. Parallèlement, le jeune étudiant en droit fréquentait les jeunes du CNI, qui s'étaient montrés à la pointe du combat en faveur de l'Algérie française. A la même époque il s'engagea aussi dans le club des Prouvaires de Jean Legaret. Cette structure agissait comme "un sas de décontamination" pour des anciens jeunes partisans de l'Algérie française qui passaient progressivement aux modérés. Le club constitua un pôle de recrutement et de formation pour de nombreux futurs JRI. Cette frénésie associative, qui faisait de Lehideux, en dépit de son jeune âge un habitué des réseaux libéraux anti-gaullistes, lui permit d'enrichir rapidement son carnet d'adresses.

Durant son service militaire, Lehideux trouva encore l'occasion de participer aux batailles électorales. En 1965, il s'engagea ainsi dans la campagne présidentielle de Jean Lecanuet, abandonnant les groupuscules extrémistes pour les organisations moins radicales et les petits clubs et cercles pour les partis constitués. Il fonda et dirigea le journal du candidat, *L'Esprit public*. Mais, déçu par l'indifférence que lui témoignaient les leaders du Centre démocrate alors qu'il s'occupait de leur presse et de leur mouvement de jeunes, irrité par leurs velléités de rapprochement avec les socialistes, il abandonna le parti de Lecanuet. Roger Chinaud, son ancien patron des JEF, lui apprit alors les projets de Giscard d'Estaing. La FNRI venait juste d'être lancée et son président désirait renforcer son organisation afin d'en faire une machine électorale en vue des législatives de 1967. Le 2 mai 1966, Lehideux entra au parti giscardien.

Secrétaire de Giscard d'Estaing qu'il accompagnait dans ses voyages en province, il se fit vite repérer par l'ancien ministre qui appréciait son efficacité pratique et ses qualités relationnelles. Installé aux premières loges, Lehideux apprit beaucoup et devint rapidement familier des clans, chapelles et réseaux RI. On lui demanda à ce titre de superviser la formation des Jeunes républicains indépendants. Cet ancien spécialiste des groupes de jeunes et du syndicalisme étudiant utilisa son carnet d'adresses et orienta son recrutement dans trois directions : le monde syndical avec l'UNEF "majo", l'univers des organisations

politiques de jeunesse avec les JEF, le club des Prouvaires, les Jeunes du CNI et du Centre démocrate, et enfin les jeunes supporters RI rencontrés au gré des meetings. Ces contacts réactivés, Lehideux constitua un noyau originel d'une trentaine de militants.

Figuraient parmi les fondateurs des JRI, Jean-Pierre Deroche, Claude-Michel Chambat et Dominique Cellierier. Tous se connaissaient par l'intermédiaire de Jarrier des JEF ou de Legaret, professeur à HEC et responsable du club des Prouvaires. Cette petite équipe partageait également un même engagement passé en faveur de l'Algérie française. Si l'organisation giscardienne constitua bien un refuge pour d'anciens jeunes militants d'extrême droite, cette légende noire des JRI doit toutefois être corrigée. La plupart des cadets étaient trop jeunes pour avoir milité activement durant la guerre d'Algérie et bien peu (à l'image de Cellierier qui était passé par l'Action française ou Yves Verwaerde qui avait côtoyé Tixier-Vignancourt), s'étaient engagés dans des organisations extrémistes par la suite. Tous en tous cas se recentrèrent rapidement vers des formations de la droite libérale. A partir de 1968, cette ancienne génération, marquée par une certaine radicalité originelle, céda sa place.

De la fin 1966 au début de l'année 1968, les JRI se montrèrent assez actifs en dépit de leur nombre réduit, participant notamment à la préparation des législatives de mars 1967. Alors que les aînés sillonnaient le pays au gré des meetings, les cadets géraient l'intendance parisienne, tenant la permanence, assurant le standard téléphonique, réceptionnant le matériel de propagande, etc... D'autres firent du porte-à-porte pour leurs candidats ou procédèrent à des sondages-maison. Ce militantisme juvénile prenait parfois une plaisante allure familiale. Ladislas Poniatowski collait ainsi lui-même les affiches de son père, aidé de sa sœur cadette, Isabelle, membre de l'équipe de France de natation. Christian Lesnard-Deprez de même, un des plus jeunes adhérents à 17 ans et fils du maire de Courbevoie, s'occupait personnellement de la campagne d'affichage de son père. Pendant plusieurs années encore, les JRI allaient offrir à la presse ces traits caricaturaux d'un groupe de "fils à papas"...

Les législatives offrirent aux jeunes giscardiens l'occasion de développer et de structurer leur mouvement. Alors qu'en mars 1967, les cadets n'étaient présents qu'à Paris, Toulouse et Grenoble, ils s'implantèrent après le scrutin dans l'ensemble de la France au rythme de deux sections par mois. En septembre 1967, les jeunes giscardiens étaient représentés dans 16 villes de France même si l'implantation se limitait souvent à une poignée d'adhérents-responsables, bombardés en quelques jours délégué régional ou membre du bureau national. Il est vrai que la médiocrité des effectifs annoncés – les JRI seraient passés de 30 à 300 d'octobre à décembre 1967 – autorisait des carrières rapides. En décembre 1967, le bureau fut renouvelé. Les fondateurs cédaient la place à une équipe de techniciens, composée du président Claude Rosius, du

secrétaire général Michel Courbin et de quelques autres responsables comme Dominique Malandrin, Armand de Maigret, Florence Canivet, Jean-Louis Olivier et Philippe Bernard. Les nouveaux dirigeants affirmaient leur intention d'étendre et d'ouvrir le recrutement des JRI. Majoritairement parisiens, les cadets semblaient se limiter en effet aux bastions traditionnels des jeunes modérés : Facultés de droit (60 adhérents) et Sciences-Po. (40 adhérents), le reste se partageant entre les Facultés d'économie et les grandes écoles commerciales et d'ingénieurs.

Une fois les élections passées et leurs structures renforcées, les JRI purent se consacrer à une autre activité, le noyautage des syndicats étudiants, mission facilitée par les responsabilités syndicales de nombreux responsables de l'organisation. Lehideux par exemple exerçait à cette époque la présidence d'honneur de la section UNEF "majo" de l'Institut catholique et restait de fait l'animateur de la section droit. Son passé de responsable syndicaliste faisait de lui le "sage" de la Fédération des étudiants de Paris, assez marquée à droite. Il continuait parallèlement d'entretenir d'excellentes relations avec l'Amicale de Sciences-Po., qui rassemblait une majorité de jeunes giscardiens, encartés ou sympathisants, ce qui permit d'ailleurs à leur leader A. de Maigret de siéger au bureau de l'Amicale à partir de novembre 1965. Les jeunes libéraux n'hésitèrent pas, pour affirmer leurs positions, à passer des alliances discrètes avec des éléments d'extrême droite. C'est ainsi qu'en novembre 1967, l'offensive JRI sur l'Amicale fut épaulée par Occident, dirigée à l'Institut par William Abitbol, qui obtint en retour le poste de secrétaire général¹. En province, les responsables JRI appartenaient majoritairement à l'UNEF "majo", plus rarement à la tendance modérée de la FNEF.

Des relations étroites unissaient JRI et RI, à l'inverse des jeunes gaullistes de l'UJP qui n'eurent de cesse d'afficher une indépendance critique à l'égard de l'UNR. Des liens organisationnels liaient d'ailleurs les formations aînée et cadette. Deux cadets siégeaient au comité national des RI et réciproquement des RI participaient aux réunions du bureau national cadet. Le parti finançait intégralement les caisses des jeunes giscardiens et leur offrait des locaux, au 195 boulevard Saint-Germain, siège de la FNRI. Vite passé chez les adultes, Lehideux continua de garder un œil protecteur sur les JRI, avant d'être remplacé à ce poste par un jeune député plein d'avenir, Paul Dijoud.

Mais plus encore qu'avec le parti, c'était avec son président que les JRI entretenaient les relations les plus étroites. Plus giscardiens que Giscard d'Estaing lui-même, les cadets incarnaient l'avenir de l'ancien Ministre des Finances, car ils n'avaient pas encore scellé de pacte majoritaire avec l'UNR-UDT contrairement à leurs aînés. Libres de leurs propos comme de leurs actes, ils

1. Centre d'histoire sur l'Europe du vingtième siècle (CHEVS), fonds Jacques Chapsal, cartons 2 SP 14 et 2 SP 15.

constituaient le “défoulement” du leader RI. Défoulement ludique quand l’ancien ministre des Finances descendait avec eux un slalom à Chamrousse, défoulement politique quand le leader indépendant utilisait les JRI comme “cactus” de la majorité pour faire entendre sa différence en toute liberté. Se situant toujours dans la ligne de leur modèle, les jeunes multipliaient les communiqués de presse pour soutenir ses prises de position et tenter d’accréditer l’idée selon laquelle la jeunesse suivait toute entière le leader RI.

La crise des JRI, de mai 1968 au référendum de 1969.

Même si Giscard d’Estaing avait pressenti les événements de mai 68 et mis en alerte ses jeunes troupes¹, les événements nanterrois prirent de surprise les JRI. La période fait figure de trou noir dans l’histoire de l’organisation. Les JRI disparurent pendant six mois, jusqu’à la rentrée universitaire. En tant que mouvement d’étudiants, les jeunes giscardiens souffrirent logiquement de la fermeture des amphithéâtres. Leur journal, *Devenir*, cessa de paraître, les structures provinciales virent s’enfuir leurs rares adhérents et les responsables nationaux, dépassés par des événements qu’ils n’avaient pas prévus, se contentèrent d’observer les troubles en témoins plus curieux que réprobateurs. Début octobre 1968 en tous cas, tout était à reconstruire.

Ce redémarrage fut facilité par un afflux d’adhérents, qui rejoignirent en masse les JRI en réaction au désordre. Une nouvelle génération, celle des Philippe Augier, Denys Brunel, Jean Icart, Jean-Pierre Dumur, Alain Quemenech, s’installa alors aux commandes. Venus après et contre mai 68, elle allait remplacer la génération des Lehideux, dont la culture politique tournait autour de l’expérience fondatrice de la guerre d’Algérie. La promotion de cette nouvelle équipe fut facilitée par la désorganisation de la formation dans les mois qui suivirent mai 68. Centralien et maître-assistant à la Faculté de droit de Paris, Brunel prit contact quelques jours après la rentrée d’octobre 1968 avec Ladislav Poniatski qui suivait ses cours. Cette recommandation prestigieuse lui valut les galons de vice-président dès le début de l’année 1969.

La relance des JRI s’observa d’emblée dans la restructuration de l’appareil dirigeant. Trois responsables furent nommés à cette fin, il s’agissait de Paul Dijoud, “grand frère” envoyé par les aînés, de Philippe Bernard, fondateur de l’antenne d’Amiens et trésorier depuis décembre 1967 et enfin de Florence Canivet, secrétaire générale adjointe depuis la même date. Renforcés, les JRI

1. Lors du congrès grenoblois des JRI en mars 1968, Giscard d’Estaing avait annoncé l’irruption imminente et violente de la jeunesse sur la scène politique française. Après avoir souligné que les nouvelles générations jouaient le rôle de première force de contestation dans le monde, comme le signifiait la révolte des campus américains contre la guerre au Vietnam, le leader RI avait conclu: “Un jour, ce sera le cas de la jeunesse française, qui mettra en cause les opinions routinières et les situations acquises.” (in *Le Monde*, 19 mars 1968)

investirent l'appareil du parti adulte. En octobre 1968, le président et le secrétaire général de l'organisation de jeunesse intégraient le comité directeur, tandis que le conseil fédéral, qui élisait les responsables du parti, accueillait trois représentants par clubs JRI, soit une cinquantaine de jeunes. Ces derniers devenaient des partenaires à part entière, capables par leur nombre et leur rôle dans l'organigramme, d'influencer les choix politiques des RI.

L'évolution politique, et plus précisément le référendum d'avril 1969, allait précisément leur donner l'occasion d'expérimenter leur nouveau pouvoir. Favorables à la réforme régionale, la plupart des RI s'opposaient en revanche à la réforme du Sénat. Craignant qu'un éventuel nouveau succès électoral ne conforte définitivement le pouvoir gaulliste, Giscard d'Estaing s'engagea dans la bataille du référendum. Il fallait affaiblir la majorité en la divisant. Très vite les deux organisations de jeunesse de la majorité, les JRI pour les giscardiens et l'UJP pour les gaullistes, offrirent un champ de bataille par procuration, les partis adultes ne pouvant afficher devant les médias, le spectacle de leur désaccord. Lors des assises de l'UJP à Strasbourg en avril, un délégué affirma ainsi que les "oursins" JRI ne constituaient que des "mollusques", ce à quoi les jeunes giscardiens répondirent par des communiqués de presse virulents.

Giscard d'Estaing ne parvint pas à rassembler tous les RI dans sa croisade anti-référendaire. Manœuvré par les RI "gaullistes" de Raymond Marcellin, le comité directeur du parti décida le 10 avril de laisser aux adhérents une totale liberté de vote. Désarçonnés, les JRI hésitèrent puis se divisèrent en deux camps. Les JRI d'Auvergne et ceux de la région parisienne firent savoir dans *Le Monde* leur intention de voter "non"¹. Une autre tendance, largement minoritaire mais organisée autour de la direction nationale (Dijoud, Bernard, Olivier et Canivet) ainsi que des fédérations marcellinistes de Bretagne et de Basse-Normandie, rassemblait les partisans du "oui".

Depuis un an en fait, Marcellin accentuait sa mainmise sur les JRI. Après avoir "retourné" le très giscardien Dijoud, le ministre de l'Intérieur avait gagné à sa cause, Olivier, le secrétaire général du mouvement. Ce dernier se chargeait d'inviter les responsables JRI aux réunions du club de Latour-Maubourg, quartier-général des pompidoliens. Là, abreuvés de champagne dans un cadre luxueux, interrogés avec le plus grand sérieux sur leur carrière par des ministres et députés, certains JRI se laissèrent aller à cette mise en scène et rejoignirent le camp de Marcellin, pénétrés de son importance comme de la leur. Le ministre de l'Intérieur se voyait épauler dans son entreprise de débauchage par son collègue, ministre du Plan, André Bettancourt. Ce dernier organisait des dîners-débats dans un restaurant chic derrière l'Opéra, où des ministres et journalistes en vue louaient les succès de la politique gouvernementale. Ce travail de sape

1. *Le Monde*, 16 avril 1969.

porta finalement ses fruits. Alors qu'au début de l'année 1968, les JRI représentaient encore le bastion avancé du giscardisme, reproduisant fidèlement les mots d'ordre de son leader, la direction cadette annonça par communiqué le 14 avril 1969 qu'elle laissait à ses militants leur liberté de vote. Pour la première fois, les JRI prenaient leur distance avec la stratégie de rupture de Giscard d'Estaing.

Si Marcellin et Bettancourt déployaient autant d'énergie à contrôler les JRI, c'est que ces derniers représentaient en dépit de leur faible nombre les pièces maîtresses du dispositif giscardien. Au début de la campagne référendaire, le président des JRI ne pouvait compter en effet que sur de maigres troupes : les fédérations des Pays de Loire, de la Seine-Saint-Denis et de l'Auvergne, ses lieutenants comme d'Ornano, Poniatowski et Chinaud et surtout 20 des 25 fédérations JRI. En face, le camp du "oui" semblait plus important, avec les quatre ministres RI, leurs fédérations (comme celle de la Seine-Maritime pour Bettancourt) et 80 % du groupe parlementaire. A l'évidence, le gros des troupes giscardiennes se recrutaient parmi les jeunes, épaulés par les clubs Perspective et Réalité.

Très vite, Giscard d'Estaing reprit le contrôle de la structure JRI et l'engagea dans le combat du "non". Le 19 avril, la fédération cadette bretonne annonça son ralliement et après un comité directeur convoqué en urgence à Lyon par les giscardiens, la direction nationale des JRI préféra démissionner. On garda Bernard Lup à la présidence pour sauver les apparences, il serait bien temps après le référendum d'achever "le nettoyage de printemps", comme le notait avec ironie *L'Express* du 28 avril. Comment le camp giscardien avait-il pu aussi rapidement reprendre le contrôle de la structure cadette ? Depuis un an en fait, Giscard d'Estaing et ses lieutenants avaient placé à la tête du mouvement des éléments acquis à leur cause, comme Denys Brunel, Jean Icart (le fils du ministre gaulliste) et Christian Isard, le responsable de l'importante fédération JRI du Val-d'Oise. Ces chevaux de Troie giscardiens assurèrent une rapide et efficace "démarcellinisation". Au demeurant, le nouveau bureau, issu du congrès de Lyon, les voyait arriver en nombre, puisque Jean Icart était promu secrétaire général tandis que le très giscardien Denys Brunel concentrant officieusement l'essentiel du pouvoir.

Fin 1969, les opposants avaient tous disparu, aussi bien Dijoud à la fin avril que Lup en décembre, après avoir tous deux dénoncé le culte de la personnalité, sévissant chez les JRI. Lup tenta bien de concurrencer les JRI avec une structure rivale, le CERJD (Centre d'étude des Jeunes républicains et démocrates) mais en dépit du soutien de l'UJP, des Jeunes radicaux et des Jeunes démocrates, l'expérience tourna court. Une nouvelle ère s'annonçait pour l'organisation JRI stabilisée, celle d'un giscardisme conquérant et assumé qui devait amener les cadets jusqu'aux présidentielles de 1974.

Les cadets de Giscard (1970-fin 1973).

A la fin de l'année 1970 s'installa à la présidence des JRI, un jeune étudiant en droit, Philippe Augier, recommandé à Giscard d'Estaing par Brunel. Resté à ce poste jusqu'en 1974, il permit au mouvement de se développer dans la sérénité. Jusqu'en 1972, il fut secondé par une petite équipe composée de Patrick Poivre d'Arvor (diplômé de langues et de droit, vice-président¹), Michel Claris (vice-président), Christian Isard (agent d'assurance, secrétaire général), Gérald Guelton (IEP Paris, secrétaire général adjoint) et Nicole-François Dutruc (IEP Paris, trésorière). En 1972, le bureau s'élargit avec la nomination de chargés de mission : Bernard Segarra (journaliste économique, chargé des liens avec le parlement), Pierre Baillot d'Estivaux (assistant à la Faculté de droit de Limoges, chargé des liens avec le parlement), Jean-Daniel Amsler (Faculté de médecine, question étudiante), Marc Mercier (faculté de médecine, question étudiante), Alain Quemener (employé de banque, les jeunes travailleurs), Dominique de Biasi (relations avec la presse), Daniel Bréfort (Polytechnique, chargé de la formation politique) et Hervé Courtaigne (HEC, qui remplaça Isard). En 1973, de nouveaux cadres intégraient la direction, comme Pierre Simonet (secrétaire général), Jean-Jacques Blanco Carlotti (son adjoint) et Pascal Clément (trésorier), accompagnés de nouveaux chargés de mission, comme Thierry Aumonier, Dominique Bussereau, Mireille Chaivet, Christine Chauvet, Philippe Clément Grand-Cour et Patrick d'Humières.

Si Giscard d'Estaing accorda pendant quatre ans sa confiance à Philippe Augier c'est que ce dernier avait manifesté de réels talents en matière de marketing politique. Invité fin 1972 par les Jeunes démocrates à suivre sur place la campagne présidentielle américaine, le président des JRI y découvrit de nouvelles techniques de persuasion politique. Fasciné par la puissance des machines électorales mises en œuvre de part et d'autre, le rôle fondamental joué par les médias et la maîtrise parfaite qu'avaient les deux candidats du support télévisuel, il revint en France avec l'intention de persuader Giscard d'Estaing que l'époque des campagnes traditionnelles était révolue. Il s'agissait désormais de mener une campagne à l'américaine où les nouvelles techniques du marketing télévisuel remplaceraient les anciennes recettes de l'éloquence parlementaire. Convaincu du bien-fondé de ces analyses, le président des RI embaucha le cadet dans son équipe de conseillers.

Cette confiance n'empêchait pas les JRI de manquer de moyens. Disposant boulevard Saint-Germain d'un local étriqué et bénéficiant des services d'une "demi-secrétaire", l'organisation de jeunesse restait artisanale. Comme la

1. "Patrick Poivre d'Arvor était déjà un très bon journaliste, il a gagné à cette époque le prix du meilleur reporter de France et il a été invité à un stage de six mois à France-Inter... eh bien, il n'en a pas fait profiter les JRI, il avait déjà une très grande conscience professionnelle." (in interview de Mercier, 13 février 1994).

subvention mensuelle de 5000 F accordée par le parti servait essentiellement à régler la location de la voiture du président cadet, en perpétuelle inspection des fédérations départementales, le travail administratif était assuré par des bénévoles, le plus souvent les "copines" des dirigeants, à l'image de Marielle de Sarnez, alors fiancée à Philippe Augier. Soupçonnant les cadets de largesses inconsidérées, Victor Chapot, trésorier du parti et véritable harpagon, veillait scrupuleusement sur les comptes, n'accordant aucun supplément aux cadets, même en période électorale.

Alors que les JRI avaient constitué pendant longtemps un mouvement essentiellement parisien, concentré autour de Sciences-Po. et des Facultés de droit et sciences économiques de la capitale, Augier parvint à étendre l'implantation de son organisation comme à élargir son recrutement. En 1972, le mouvement se trouvait déjà représenté dans 55 départements, même si certaines régions restaient des points faibles comme l'Alsace, la Bretagne, la Provence et le Nord. Les JRI disposaient en revanche de solides bastions dans la région parisienne, l'Auvergne, la Basse-Normandie, le Languedoc et la région Rhône-Alpes. Le mouvement comptait 150 élus municipaux et était présent dans 27 conseils d'universités et établissements d'enseignement supérieur. Des élus syndicaux ou délégués du personnel se réclamaient des JRI dans une trentaine de grandes entreprises.

Si les effectifs augmentèrent rapidement après mai 68, ils n'atteignirent jamais les 3000 membres revendiqués à l'été 1970 et encore moins les 8000 annoncés par Augier en mai 1973 à Lyon¹. Si les cadets giscardiens ont sans doute frôlé le millier d'adhérents après 1970, ils n'ont certainement jamais dépassé les 3000 jeunes. Il est vrai qu'Augier ne visait pas, à l'inverse de l'UJP, la formation d'un mouvement de masse avec un recrutement populaire. Il lui fallait au contraire sélectionner de jeunes étudiants de qualité, aptes à devenir plus tard les cadres du parti. Privilégiant la qualité sur la quantité dans la grande tradition modérée, la structure JRI se définissait avant tout comme un laboratoire d'idées et un vivier pour les RI.

En mars 1972, le mouvement publia dans le journal du parti une enquête sur le profil de ses adhérents. 55 % poursuivaient des études (seulement 4 % étaient encore au lycée). La moyenne d'âge montait à 23 ans, ce qui indiquait un vieillissement de la structure. On adhérait aux JRI entre la fin de ses études et le début de sa carrière professionnelle, phénomène logique puisque, faute de publicité, on apprenait en général l'existence des jeunes giscardiens lors d'une discussion entre étudiants. La rumeur voulait que les cadets giscardiens n'aient été que des "jeunes snobs des beaux quartiers." Il est vrai que beaucoup

1. Voir Jean-Claude Colliard, "Le parti giscardien", in *Pouvoir*, n° 9, 1979 (numéro thématique consacré au giscardisme), p 114-161 ; l'auteur avance le chiffre de 8000 JRI en 1973, une estimation excessive.

d'adhérents étaient issus de la bonne bourgeoisie et poursuivaient dans un évident souci de reproduction sociale des études dans ces écoles de l'élite que sont Sciences-Po., les grandes écoles et les facultés de droit. Le ton ironique était d'ailleurs de mise lorsqu'un journaliste rendait compte d'une manifestation des jeunes giscardiens. Evoquant en février 1970 pour le journal *La Croix* le séminaire de formation aux élections municipales des JRI dans un petit village près d'Épernay, Christian Sauvage ne dissimulait pas un certain amusement¹ :

“Sur la place du village, un groupe de jeunes s'ébrouent. Les garçons portent cravates et gilets, les filles hésitent entre la mini et le tailleur, des visages bronzés, une odeur de tabac blond, bref autant de signes qui indiquent qu'il ne s'agit pas de paysans de la région ni même de limonadiers.”

Il est vrai que les JRI, par un discours parfois maladroit, pouvaient cautionner involontairement ces commentaires partiels. Lors d'une réunion à Cannes durant l'année 1969 dans le salon d'apparat d'un hôtel de luxe, le président cadet Lup, en costume trois-pièces, avait ainsi pris la parole sur le thème : “Il faut s'ouvrir au monde ouvrier” ! En 1972, dans une brochure présentant la formation, la direction suggérait parmi les mesures destinées à lutter contre les pesanteurs de la société française, de “démocratiser le golf”...

Militer chez les JRI constituait à cette époque un acte politique incontestablement marginal. Si la jeunesse manifeste traditionnellement une certaine inclinaison à gauche, ce phénomène semblait encore plus marqué dans les années qui suivirent mai 68². Les jeunes gaullistes pouvaient jouer de l'ambiguïté d'un gaullisme rassembleur et profitaient également des tonalités progressistes et critiques de leur discours anti-gouvernemental, mais pour les cadets giscardiens ? Pourquoi rejoindre à 20 ans les JRI au début des années 1970 ? A l'évidence, les jeunes n'adhéraient pas au mouvement pour y défendre des idées. Amenés chez les Républicains indépendants par atavisme familial et déterminisme social, ils militaient chez les cadets pour soutenir Giscard d'Estaing. Cette personnification de l'engagement politique, déjà évidente aux origines de la formation en 1966-1967, ne cessa par la suite de s'accroître. Le culte giscardien prenait plusieurs formes : posters géants au mur des permanences, discours d'allégeance répétés des responsables cadets, militantes passionnées, etc...

Une fascination d'autant plus surprenante que l'intéressé fréquentait finalement très peu ses jeunes admirateurs. Tout en se servant habilement de leur soutien politique et de leur image de dynamisme, le responsable maintenait ses distances avec les cadets. Le président RI ne rencontra les jeunes qu'à deux reprises, lors des congrès de 1971 et 1973, préférant se faire représenter par ses lieutenants, Roger Chinaud, Jean-Pierre Soisson et Michel Poniatowski. Ce

1. *La Croix*, 5 février 1970.

2. Janine Mossuz-Lavau, *Les jeunes et la gauche*, Paris, FNSP, 1979, 180 p.

dernier, secrétaire général du parti, jouissait de la profonde sympathie des JRI qui goûtaient sa nature frondeuse et ses provocations anti-gaullistes. Ses origines princières impressionnaient aussi sans doute ces fils de bonne famille qu'étaient la plupart des jeunes giscardiens. Ces derniers appréciaient également la fidélité politique de Michel d'Ornano, dont la distinction très "orléaniste", ne devait pas déplaire à ces jeunes bourgeois du boulevard Saint-Germain.

Les RI utilisaient politiquement les cadets. Sans qu'il soit toujours possible de savoir si les jeunes giscardiens réalisaient ou non l'instrumentalisation dont ils faisaient l'objet, force est de constater que les RI profitèrent des valeurs de dynamisme et de modernité véhiculées par les JRI. Dans le contexte déjà évoqué de rajeunissement très médiatisé du parti, les cadets avaient toute leur place. De 1970 à 1974, ils servirent de caution à cette opération de marketing politique, entretenant et légitimant ce discours de renouvellement et cette image de dynamisme. Dévoués à leur parti et à son leader, les JRI constituaient par ailleurs une main d'œuvre corvéable à merci. C'étaient les jeunes que l'on mobilisait en priorité pour coller les affiches de campagne, distribuer des tracts sur les marchés et faire la claque dans les meetings. En fils de notables, les JRI rechignaient certes à ces tâches ingrates, mais les jeunes giscardiens, tout en considérant leur mouvement comme un laboratoire d'idées, restaient mobilisables en cas de "coup de feu."

Les RI utilisaient aussi les cadets pour tester l'opinion sur un terrain sensible. La réaction de l'opinion déterminait la suite des événements. Si celle-ci semblait positive, les aînés s'engouffraient dans la brèche ainsi creusée par leurs cadets. Si le jugement public paraissait plus réservé, les adultes enregistraient la réticence sans insister, mettant cette initiative malheureuse sur le compte de jeunes turbulents. Commune à la plupart des mouvements de jeunes, cette fonction de "cobaye" prenait toute sa dimension chez les RI dont la stratégie politique à l'encontre de l'adversaire gaulliste, se limitait à une provocation répétitive, pratiquée par des spécialistes en la matière comme Michel Poniowski. Tenus par la logique majoritaire, les RI ne pouvaient affirmer leur identité et se dégager un espace politique particulier qu'en s'appuyant sur leurs jeunes. Les JRI testèrent ainsi l'UDR sur les thèmes sensibles de la libéralisation de l'économie, de l'Europe politique, de l'alliance avec le centre, de l'indépendance des médias et de la modernisation des mœurs.

Les jeunes giscardiens constituaient enfin une école de cadres. Les nombreux séminaires et réunions d'études n'avaient d'autre but que de sélectionner et former les futurs responsables RI. Si cette éducation politique remontait aux origines, Augier l'intensifia en généralisant les stages de formation et les dîners-débats. Ces séminaires précédaient en général les élections et préparaient les jeunes à une éventuelle investiture. A défaut, les cadets supporteraient plus efficacement leur champion aîné. Certaines

rencontres prenaient un aspect très professionnel, avec l'intervention de spécialistes en techniques oratoires et en marketing politique. Les jeunes étaient invités à prendre la parole face à un public critique sur des sujets divers et à improviser discours et réparties pour des leaders de la majorité comme de l'opposition. Cette formation de qualité permit aux JRI d'enregistrer l'excellent rapport d'un élu local pour dix militants dans la première moitié des années 1970.

La présidentielle de 1974 : les jeunes au secours de Giscard d'Estaing.

L'annonce du décès de Georges Pompidou le 2 avril 1974 lança les RI dans la course aux présidentielles. Giscard d'Estaing pouvait prendre l'avantage sur son rival gaulliste, mais partait avec une longueur de retard dans les sondages sur Jacques Chaban-Delmas. Dès le lendemain, les responsables cadets furent conviés au siège du parti et le staff du nouveau candidat RI leur assigna leur double mission : amener les jeunes électeurs à voter pour Giscard d'Estaing et renforcer l'image de dynamisme et de modernité du candidat indépendant¹.

Les cadets se retrouvaient encore une fois en première ligne. Formant une plus petite organisation que le parti adulte, mieux centralisée, plus cohérente et plus dynamique, les jeunes pouvaient réagir plus rapidement que leurs aînés devant l'occasion qui s'offrait à eux. Par ailleurs, les responsables adultes du parti, contraints par leurs fonctions officielles de respecter une certaine réserve après la disparition du chef de l'État, ne pouvaient se permettre d'afficher trop rapidement et ouvertement leurs ambitions électorales sous peine de passer pour de sinistres opportunistes. Moins soumis que leurs aînés à cette morale publique, les cadets pouvaient se charger de cet important travail préparatif.

Au demeurant, Augier avait anticipé la mort de Pompidou et constitué dès le début de l'année 1974 des listes de comités de campagne pour chaque ville de France et pour chaque arrondissement de la capitale, précisant à chaque fois les personnes affectées, les fonctions occupées et les objectifs à atteindre. Le décès présidentiel annoncé, le président cadet réunit aussitôt à l'Hôtel de Ville le comité directeur des JRI et distribua les tâches conformément aux prévisions élaborées quelques mois plus tôt. Giscard d'Estaing n'avait toujours pas annoncé sa candidature...

1. Jacques Berne, *La campagne présidentielle de Valéry Giscard d'Estaing en 1974*, Travaux de recherches de l'Université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris, série sciences politiques, Paris, 1980, 208 p. ; Olivier Todd, *La marelle de Giscard*, Laffont, 1977, 480 p. On consultera également le témoignage intéressant de Michel Poniатовski, *Conduire le changement*, Fayard, 1975, 250 p.

Dès le lancement de la campagne, Augier comprit que la candidature du leader RI allait susciter un vaste mouvement de sympathie dans une grande partie de la jeunesse française, élan qui dépasserait le seul cadre JRI. Le caractère très partisan de la formation de jeunesse risquait d'ailleurs de gêner ces nouveaux supporters, plus désireux de soutenir un homme et son programme que de suivre une formation politique. En clair, si l'organisation JRI avait fait ses preuves dans le combat interne à la majorité qui s'était déroulé depuis 1966, elle n'était plus adaptée au nouveau défi de l'ouverture posé par les présidentielles. Peu nombreux, pas assez militants, représentants caricaturaux des catégories sociales privilégiées, les JRI ne pourraient guère aider Giscard d'Estaing. Ces "fils à papa" risquaient même de nuire à l'image de Giscard d'Estaing en faisant définitivement passer celui-ci pour le candidat de la bourgeoisie, ce que les RI souhaitaient éviter à tous prix. Il fallait donc élargir le recrutement et modifier la nature de l'organisation de jeunesse.

Dès le début du mois d'avril, Augier et ses amis créèrent un "Comité national des jeunes pour Giscard d'Estaing", qui incorporait tous les anciens JRI mais accueillait aussi les jeunes désireux de s'engager derrière le candidat libéral. La direction du nouveau mouvement regroupait des anciens responsables JRI comme Augier et Bussereau, des jeunes gens aux célèbres patronymes comme Valérie-Anne Giscard d'Estaing et Sylvie Pierre-Brossolette, ainsi que des nouveaux venus, témoins de cette nouvelle génération giscardienne, à l'image d'Hugues Dewavrin. On y trouvait également des dirigeants de formation de jeunes ralliés au candidat RI, comme Alain Bonnefoy, secrétaire national des Jeunes démocrates qui avaient opéré un rapprochement avec les JRI à partir de 1972. Figuraient même des dissidents de l'UJP et des Jeunes du centre Démocratie et Progrès alors que ces deux formations soutenaient officiellement la candidature du maire de Bordeaux. Véritable fourre-tout, le comité se souciait peu de cohérence politique, privilégiant le rassemblement le plus large possible derrière le président RI afin d'accréditer l'idée d'une jeunesse en mouvement.

Si les journaux de l'époque avancèrent le chiffre de 40 à 50.000 adhérents¹, le Comité ne dépassa pas en réalité un effectif compris entre 5 et 10.000 adhérents, résultat déjà considérable puisqu'il décuplait le niveau JRI originel. Dans beaucoup de départements, les jeunes soutenant Giscard d'Estaing dépassaient de loin les militants aînés, autorisant le comité à peser de tout son poids sur le déroulement de la campagne et à en influencer les thèmes comme l'esprit.

Début avril 1974, les RI semblaient se lancer dans une campagne plutôt classique, même si le responsable médiatique, Jacques Hintzy, directeur

1. *Le Quotidien de Paris*, 17 juin 1974.

international d'Havas Conseil, insistait en professionnel de la publicité sur la nécessité de mobiliser les médias. Il fallait selon lui modifier l'image de Giscard d'Estaing, jugé encore trop froid et technicien. Habitué aux campagnes traditionnelles, méfiant devant ces nouveaux concepts de "plan-marketing" et de "stratégie médiatique", les notables du parti résistaient au risque de figer l'élan impulsé par les cadets. Ces derniers, fascinés par les méthodes modernes des campagnes à l'américaine, imposèrent alors de nouvelles règles. Dewavrin donna l'exemple. Affecté à l'accueil de la permanence giscardienne rue de Bienfaisance, le cadet s'ennuyait ferme. Interpellant un jour le directeur de campagne, il lui proposa de faire acheminer le courrier de la campagne par des jeunes à vélo et de le faire savoir dans les journaux, photos à l'appui. L'opération rencontra un grand succès et Dewavrin devint l'animateur de la campagne cadette¹. Utilisant les médias, les jeunes jouèrent constamment les relais entre le candidat Giscard d'Estaing et l'opinion, communiquant autour des thèmes du dynamisme et de la modernité. Lorsque les cadets allaient jouer de la musique dans les kiosques de la capitale, ils arboraient un T-shirt "Giscard président" et invitaient des photographes à couvrir l'événement. Des anciens JRI passèrent à des émissions de radio et de télévision et s'exprimèrent au nom d'une jeunesse française, forcément giscardienne. Le même Dewavrin organisa des circuits cyclistes parisiens intitulés "Conduisez votre avenir, votez Giscard !". Les jeunes à vélo portaient un nouveau T-shirt "Giscard à la barre", que l'état-major cadet avait commandé à 50.000 exemplaires.

Soucieux de ne pas répéter l'erreur des JRI qui s'étaient limités au seul public bourgeois, les responsables du Comité partirent à l'assaut des banlieues. Des concerts de rock eurent lieu dans des cités de la Seine-Saint-Denis, où de nouveaux cadets giscardiens s'affichaient en cheveux longs et perfecto. On était loin de la rue Saint-Guillaume... L'opération était en tous cas en passe de réussir. Aux yeux de tous, Giscard d'Estaing n'était plus ce technocrate froid du ministère des Finances, il devenait le représentant de toute une jeunesse et incarnait du coup le dynamisme et le changement.

L'omniprésence des cadets durant la campagne se justifiait d'autant mieux qu'elle faisait écho à la thématique principale du discours de la campagne : la jeunesse du candidat. Pendant deux mois, Giscard d'Estaing n'eut de cesse d'insister sur son âge, présentant celui-ci comme un avantage essentiel sur ses concurrents. La jeunesse fut valorisée au point de devenir un véritable argument politique. On filait le thème avec ceux, logiquement concomitants, du changement et de l'ouverture. Il est vrai qu'en 1974, Giscard d'Estaing semblait étonnamment jeune par rapport à ses rivaux, affichant 10 ans de moins que Mitterrand et 11 ans de moins que Chaban-Delmas. Cette fraîcheur avantagait

1. Bernard Lecomte et Christian Sauvage, *Les giscardiens : les mousquetaires de Giscard, rites et codes des hommes du Président. Anatomie et secret du Parti républicain*, Paris, Albin Michel, 1978, 185 p.

d'autant plus Giscard d'Estaing que celui-ci avait l'intelligence d'insister conjointement sur son expérience politique et gouvernementale. La maturité compensait la jeunesse et équilibrait avantageusement le personnage.

Le soir du deuxième tour, le dimanche 19 mai, les jeunes investirent en masse la permanence de Giscard d'Estaing. En l'absence de ce dernier qui avait préféré s'isoler dans son bureau du Louvre, les cadets se chargèrent d'assurer l'ambiance. Des jeunes filles bourgeoises venues des quartiers environnants et arborant le célèbre T-shirt barré de lettres bleues, croisaient dans les escaliers une centaine d'étudiants issus des comités de soutien. Tout ce petit monde s'affairait joyeusement autour d'un gigantesque buffet de spécialités campagnardes à forte dominante auvergnate. Afin de rassurer les parents, on avait limité les boissons autorisées aux seuls jus d'orange. Lorsqu'un responsable RI connu apparaissait à la télévision, les cadets s'interpellaient en criant son prénom. Après avoir côtoyé quotidiennement depuis deux mois le gotha giscardien dans les meetings et réunions préparatoires, certains se figuraient déjà appartenir à la famille...¹ Journaliste du *Monde*, Maurice Denuzière ne pouvait s'empêcher d'ironiser sur ces jeunes de bonne famille ayant "troqué le T-shirt de la campagne contre les costumes d'alpaga, tandis que ces demoiselles étaient allées chez le coiffeur."² A 20 heures, la télévision donna finalement Giscard d'Estaing vainqueur. Les jeunes présents dans la salle agitèrent leurs banderoles, tandis que d'autres s'enfuyaient déjà vers les Champs-Élysées chantant la Marseillaise à tue-tête.

1. Dans le remarquable documentaire réalisé par Raymond Depardon, *1974, une partie de campagne* et récemment diffusé (février 2002), on voit parfaitement la place des jeunes comme force militante de la campagne RI et plus généralement celle de la jeunesse comme thème central de la propagande giscardienne.

2. *Le Monde*, 21 mai 1974.